

UNE STRATÉGIE, UN OBJECTIF : ASSURER LA STABILISATION DANS L'EST DE LA RDC

Les zones prioritaires sont stabilisées, les conflits sont réduits et les communautés sont des acteurs actifs dans la résolution des conflits

Pillar 3. RESTAURATION DE L'AUTORITÉ D'ÉTAT (RAE)

OUTCOME

IR.3 L'État est reconnu comme le principal fournisseur de services publics et est responsable à cet égard vis-à-vis des citoyens

OUTCOME INDICATOR

IR3.1` % de répondants indiquant qu'ils font confiance aux tribunaux / au système judiciaire «d'une manière ou d'une autre» ou «beaucoup».

IR3.2 % des répondants indiquant qu'ils font confiance à la police «d'une manière ou d'une autre» ou "beaucoup"

IR3.3 % des répondants indiquant qu'ils font confiance aux forces armées «d'une manière ou d'une autre», ou beaucoup"

IR3.4% des répondants déclarant que la capacité des gens ordinaires à obtenir de l'aide de la police est «très facile» ou «facile»

IR3.5 % de personnes qui perçoivent que les AUTORITES LOCALES (Chef de Quartier/ Village) représentent les intérêts et opinions de la population

IP OUTPUT

3a. Les citoyens de l'est de la RDC a accès au système judiciaire

3.b Le personnel judiciaire et administratif réagit efficacement à la violence contre les femmes et les filles

3.c Le personnel judiciaire et administratif gère les services publics de manière participative et transparente

3.d La gestion des terres est efficace et participative

3.e La gestion des sites miniers est efficace

IP OUTPUT INDICATOR

3a.1 Nombre de nouveaux tribunaux formels et informels ouverts dans les zones rurales et urbaines avec des concentrations de populations marginalisées

3a.2 Variation en % du nombre de citoyens qui déclarent avoir accès à un tribunal dans un délai d'un jour (ventilé formelle / informelle)

Distinguer les femmes et les filles

3a.3 % de citoyens qui déclarent avoir accès à un système judiciaire pour résoudre les différends

Distinguer les femmes et les filles

3b. 1 % de personnel des institutions, agences ou départements dans le secteur de la sécurité ciblés formés au service client sensible au genre

3b.2 Variation en pourcentage du budget institutionnel global en proportion des dépenses des unités spécialisées pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles

3c.1 % de citoyens qui disent faire confiance au système judiciaire pour résoudre les différends

Distinguer les femmes et les filles

3c.2 de répondants déclarant que les forces armées opèrent «souvent» ou «toujours» de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens (Afrobarometer)

Distinguer les femmes et les filles

3c.3 Évaluation de la confiance du public dans la capacité des institutions de défense et de sécurité à lutter contre les pots-de-vin et la corruption au sein de leur organisation(Government Defence Anti-Corruption Index)

Distinguer les femmes et les filles

3d.1 Nombre de citoyens par catégories de population clés recevant des informations sur les droits fonciers

Distinguer les femmes et les filles

3d.2 Nombre de personnes déclarant avoir accès à la terre (hommes, femmes, minorités ethniques)

Distinguer les femmes et les filles

3e.1 Nombre de comités de suivi mis en place pour les activités minières

3e.2 Nombre de coopératives minières formées

3e.3 % de postes de décision occupés par des femmes dans les comités de suivi